
Pesticides : le « gauchiste » de l'ONU qui a inspiré Marie-Monique Robin

C'est le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation qui le dit : l'agriculture industrielle n'est pas l'avenir. Et si « l'agroécologie pouvait nourrir le monde », comme l'affirme Marie-Monique Robin ?

En sous-titre de son nouveau film « Les Moissons du futur »^[1], Marie-Monique Robin, l'auteure du « Monde selon Monsanto »^[2], proclame : « Comment l'agroécologie peut nourrir le monde ». Une affirmation osée tant cette discipline^[3], mélange d'agronomie et d'écologie, est peu connue et tant il peut paraître prétentieux de remplacer l'agriculture traditionnelle.

Ce film, diffusé sur Arte mardi 16 octobre à 16h55 et 20h50, et le livre^[4] qui l'accompagne sont construits en pied de nez à l'industrie agroalimentaire, qui ne cesse de menacer : « Si on supprime les pesticides, on ne pourra pas nourrir le monde. »

L'agriculture que Marie-Monique Robin appelle « chimique » ne « nourrit pas le monde » de toute façon, puisqu'il y a près d'un milliard d'affamés sur Terre et que les sols sont épuisés dans nombre de régions.

Au contraire, l'agroécologie « peut doubler la production alimentaire de régions entières en dix ans tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique ».

Bande-annonce de « Les Moissons du futur » de Marie-Monique Robin

C'est ce qu'écrivait Olivier de Schutter^[5], le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, dans son rapport^[6] « Agroécologie et droit à l'alimentation », paru en 2011 et qui a servi de fil rouge à la journaliste lorsqu'elle est partie enquêter aux quatre coins de la planète.

Les propositions de ce juriste belge pourraient bousculer le système de commerce international bâti depuis l'après-guerre et désormais représenté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC^[7]). Justement, son directeur général, Pascal Lamy, écoute de plus en plus Olivier de Schutter, nous dit ce dernier.

En l'interviewant par téléphone depuis New York où il travaille, nous avons pu vérifier que cet ancien secrétaire général de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, fait baron par le roi Albert II, n'était pas un hurluberlu. Loin de là.

Rue89 : Est-ce difficile de succéder à Jean Ziegler, et quelle ambition donnez-vous à votre poste ?

Olivier de Schutter : Lui et moi sommes d'une génération et d'un profil assez différents. Il a eu le grand mérite de rendre très visible la problématique du droit à l'alimentation par sa capacité d'indignation et son talent pour secouer les consciences.

Depuis quatre ans, j'ai tenté d'identifier les bases scientifiques d'un diagnostic sur le système agroalimentaire. Le défi est de passer du diagnostic aux solutions et à la mobilisation des acteurs. C'est l'objectif que je me fixe dans les deux ans de mandat qui me restent.

Cela suppose de travailler avec un grand nombre d'acteurs (parlementaires, ONG, gouvernements) ce qui n'est pas évident car c'est un terrain miné avec des conflits idéologiques très forts. On n'est plus dans un monde où les gouvernants sont à l'abri des questions, donc je crois que ça bouge.

Pesticides : le « gauchiste » de l'ONU qui a inspiré Marie-Monique Robin

Olivier de Schutter (DR)

Comment discutez-vous avec l'OMC ? Espérez-vous arriver à ce qu'un jour l'agriculture ne soit plus un bien marchand ?

Lors de la mission que j'ai réalisée auprès de l'OMC, j'ai trouvé [Pascal Lamy](#)^[8] ouvert et pour la première fois on a discuté des droits de l'homme au sein de l'OMC. Les débats ont été difficiles car l'idée sur laquelle se fonde l'OMC, c'est qu'il faut stimuler la production sur les régions les plus efficaces où la production agricole devrait être concentrée, quitte à ce que les autres importent la nourriture dont elles ont besoin.

Accentuer la dépendance des pays pauvres me paraît extrêmement dangereux dans un contexte où les prix sont de plus en plus volatiles et où la production agricole est de plus en plus victime des chocs liés au changement climatique.

« Les Moissons du futur », de Marie-Monique Robin, coéd. Arte-La Découverte, 2012

Les pays pauvres, déjà dans une situation vulnérable, devraient relancer l'agriculture vivrière, quitte à ce que ceci passe par des protections tarifaires pour stimuler leurs producteurs à produire davantage.

Cette approche n'a pas été celle de Pascal Lamy jusqu'à présent, même si je sens un revirement s'opérer chez lui depuis un peu moins d'un an. C'est un dialogue difficile, lent, et on n'a pas encore trouvé de terrain d'entente.

Vos vues se rapprochent ?

Je pense que les vues de Pascal Lamy se rapprochent des miennes.

Il me rejoint – même s'il s'en défendrait – sur l'idée que la concentration des productions agricoles (comme la mer Noire pour le blé, l'Argentine ou le Brésil pour le soja, le Vietnam, l'Inde ou la Thaïlande pour le riz) n'est plus une option tenable.

Le problème de ce débat est qu'il est très souvent caricaturé :

- être opposé à la libéralisation sauvage des produits agricoles ne veut pas dire qu'on est contre le commerce. Je suis pour le commerce entre pays dont les agriculteurs ont une productivité comparable, et je pense qu'on n'a pas assez développé les marchés locaux et régionaux ;
- j'évoque souvent la souveraineté alimentaire, mais je n'ai jamais parlé d'autarcie, contrairement à ce qui a parfois été dit.

Que répondez-vous à ceux qui disent que « si on supprime les pesticides, la production agricole chutera de 40% et on ne pourra pas nourrir le monde » ?

Ces chiffres supposent que l'on renonce aux pesticides sans que ceci soit compensé par une amélioration de nos manières de produire, par exemple par des méthodes de contrôle biologique que l'agroécologie promeut.

L'agroécologie permet de compenser, au moins partiellement, la baisse des rendements qu'entraînerait le fait de faire un usage moins intensif d'intrants. En outre, l'agroécologie réduit les coûts de production, car elle réduit l'utilisation d'intrants^[9] (pesticides ou engrais chimiques). Les prix des intrants ont d'ailleurs augmenté plus vite ces quatre ou cinq dernières années que les prix des denrées alimentaires elles-mêmes. L'agroécologie est particulièrement bénéfique pour les petits producteurs des pays du Sud qui veulent produire à faible coût.

L'agroécologie, souvent confondue avec l'agriculture bio

Il existe autour de l'agroécologie une grande confusion notamment car on la confond souvent avec l'agriculture biologique. Cette dernière est labellisée, à partir d'un cahier des charges qui interdit l'usage de pesticides et d'intrants chimiques. Or, l'agroécologie, ce n'est pas ça.

C'est une science qui vise à améliorer en termes d'efficacité notre utilisation des ressources naturelles en essayant d'imiter les complémentarités qui existent dans la nature. C'est compatible avec un peu de pesticides ou d'engrais chimiques. C'est une science hybride entre l'agronomie et l'écologie (au sens de l'étude des écosystèmes) qui vise à produire mieux et plus, avec moins.

Olivier de Schutter (DR)

Les meilleures recettes que j'ai vues, c'est par exemple au Malawi où l'on a mis un peu d'engrais chimiques pour produire le maïs parce que les sols sont morts et qu'il faut les relancer, et en même temps on développe l'agroforesterie, les cultures alternées.

Quand les sols sont revivifiés, qu'on a créé la biomasse suffisante, il faut passer à l'agroécologie. Parce que c'est moins coûteux, cela permet de découpler la production agricole du prix des énergies fossiles. L'agroécologie permet d'augmenter les rendements autrement que comme on l'a fait chez nous.

Est-ce un retour à des techniques traditionnelles simples ?

C'est une idée assez en vogue, mais il n'y a rien de traditionnel dans l'agroécologie. C'est une science de pointe, intensive en connaissances. Il faut beaucoup de services de vulgarisation agricole, des fermes-écoles, des échanges de savoirs entre paysans.

L'agroécologie est une science complexe, ce n'est pas l'agriculture de nos grands-parents.

La recherche n'est pas assez développée pour deux raisons : elle n'est pas brevetable, donc pas très attrayante pour les chercheurs. Et puis la seconde raison est culturelle : on ne voit la modernisation de l'agriculture que sous l'angle d'une industrialisation toujours plus poussée. Or l'agroécologie est cyclique : on produit ses propres intrants, on recycle ses déchets.

Marie-Monique Robin est allée au Japon et voit, à partir d'un exemple, qu'on peut avec des fermes de deux hectares, nourrir le monde. Est-ce ce qu'il faut retenir ?

Ce qui me paraît clair, c'est que nous pourrions faire de notre surface cultivable une utilisation bien meilleure. Toutes les études convergent, y compris celles de la Banque mondiale, pour dire que les fermes les plus petites sont les plus productives à l'hectare, même si elles sont plus intensives en main d'œuvre.

Le développement à l'échelle du monde de l'agriculture agroindustrielle ce n'est pas l'avenir, non seulement parce que ça va accentuer l'exode rural, mais aussi parce que ce ne sont pas des manières efficaces de cultiver dans l'utilisation des ressources naturelles.

La spoliation des terres arables est-elle pour vous un « crime contre l'humanité », comme Jean Ziegler a parlé de crimes contre l'humanité sur les agrocarburants ?

Il y a quatre ans quand j'ai pris mon poste, j'ai parlé d'entrée de jeu de trois sujets :

- les agrocarburants,
- la spéculation financière sur les produits agricoles,
- les accaparements de terre.

Trois domaines où un consensus existe à présent quant au problème, mais sur lesquels l'on n'a guère avancé dans la recherche de solutions.

« Je ne me sens pas isolé »

Je suis très en colère. L'étude du Land Matrix Project^[10] qui a analysé toutes les transactions de plus de 200 hectares depuis 2000, comptabilise 11 000 transactions portant sur 58 millions d'hectares, ce qui représente la moitié de l'Europe occidentale. Ils ont recoupé les informations sur 43 millions d'hectares, sur cette surface, des projets ont déjà démarré pour 21 millions d'hectares. Ces projets sont concentrés sur des pays à mauvaise gouvernance où les producteurs ont peu de droits.

Tout est relié : la spéculation sur la terre est liée aux agrocarburants qui font le jeu de la spéculation financière.

Mais par où commencer pour changer cet état de fait ?

Au niveau national comme international, il faut définir des plans d'actions, des stratégies de transition. Les gouvernements des pays pauvres sont dans une sorte de piège : le court terme les amène à continuer d'importer sur les marchés internationaux, ce qui accentue leur dépendance. A l'heure actuelle déjà, les pays les moins avancés importent en moyenne 25% des denrées alimentaires qu'ils consomment. Cette solution ne répond pas aux besoins à long terme qui sont de réduire leur dépendance, de réinvestir dans l'agriculture vivrière. Les investissements prennent des années et exigent des efforts politiques importants.

Il faut organiser une transition vers une agriculture plus durable, qui respecte mieux les écosystèmes. C'est un effort qui doit s'étaler sur cinq ou sept ans.

Quel rôle pensez-vous que les citoyens peuvent jouer dans le changement ?

La capacité d'influence des « consomm'acteurs » n'est pas mince, mais la capacité d'inertie du système est forte. En intégrant des préoccupations d'ordre social et environnemental dans leurs choix de consommation, les citoyens poussent peu à peu les entreprises de l'agroalimentaire à adapter leurs produits.

De plus en plus, la question de la faim est prise comme une question politique et non technique et les électeurs ont un rôle à jouer pour interpeller le politique. J'observe beaucoup d'initiatives locales : aux Etats-Unis et au Canada, les « food policy councils »^[11], des assemblées de citoyens en lien étroit avec les collectivités, s'organisent pour assurer un approvisionnement en produits frais et sains des cantines scolaires ou encourager les producteurs à écouler leurs marchandises localement. Au Brésil, en Afrique du Sud, il y a des mobilisations citoyennes destinées à se réappropriier le système alimentaire à l'échelle locale qui sont vraiment impressionnantes.

C'est moins le cas en Europe ?

La tradition de mobilisation citoyenne à l'échelle locale est moindre. On a peut-être plus confiance en Europe dans les choix des gouvernements, alors qu'aux USA et au Canada il y a une extraordinaire crainte que les firmes de l'agroalimentaire dictent leurs politiques aux politiques. L'épidémie d'obésité inquiète les gens, ce qui viendra peut-être chez nous en Europe.

Qu'avez-vous pensé de la polémique sur les effets sur la santé des OGM qu'a déclenché l'étude Séralini^[12] ?

Je trouve bien que le débat soit enfin lancé car jusque-là il n'y avait pas de possibilité d'avoir un vrai débat. Les entreprises se réservaient le monopole de l'expertise, ce qui est scandaleux. Pour ma

part, je prépare une étude sur l'impact économique des OGM sur les petits paysans des pays du Sud, ce sera la première sur cet aspect.

**N'est-ce pas trop dur de crier dans le vide ?
Etes-vous considéré comme le « gauchiste » à
l'ONU ?**

Je suis rasséréiné de voir que les positions qui sont les miennes depuis quelques années sont mieux intégrées par les grands acteurs (FAO, Banque mondiale). Un changement de culture est en train de s'opérer. On est en train d'assister en matière d'agriculture au même changement culturel que celui auquel on a assisté sur le changement climatique en 2007 avec le film d'Al Gore et le rapport du Giec. Une prise de conscience a eu lieu.

Un accord sur le diagnostic est en train de se dessiner : la nécessité de réinvestir dans l'agriculture vivrière, d'arriver à diminuer la dépendance des pays pauvres, c'était quelque chose d'inaudible il y a cinq ans, et que j'entends partout. Je ne me sens pas isolé.

Liens

[1] arte.tv | Comment on nourrit le monde ? Les Moissons du futur | La Terre rassasie tout le monde | Les Moissons du futur | Comprendre le monde | fr - ARTE | <http://bit.ly/Rwik0y>

[2] arte.tv | <http://bit.ly/RwigOr>

[3] fr.wikipedia.org | <http://bit.ly/Rwik0B>

[4] livre.fnac.com | <http://bit.ly/RwigOt>

[5] srfood.org | <http://bit.ly/Rwik0F>

[6] srfood.org | Rapport: agroécologie et droit à l'alimentation | <http://bit.ly/Rwik0G>

[7] fr.wikipedia.org | <http://bit.ly/Rwik0I>

[8] fr.wikipedia.org | Pascal Lamy - Wikipédia | <http://bit.ly/mRxo3B>

[9] fr.wikipedia.org | <http://bit.ly/Rwik0K>

[10] landportal.info | LAND MATRIX | <http://bit.ly/RwigOx>

[11] foodsecurity.org | <http://bit.ly/Rwik0M>

[12] rue89.com | Les OGM dangereux pour la santé : l'étude qui le prouve | Rue89 Planète | <http://bit.ly/UI0bjL>